10/05/2021 Le Monde

## « Les ingrédients d'une bulle ne sont pas réunis en Europe »

## Si, pour vous, la dette souveraine n'est pas un problème, quel est le principal risque financier?

Je voudrais souligner le risque concernant les entreprises. Beaucoup d'entre elles ont perdu des revenus et n'ont survécu que grâce à un important soutien budgétaire. Nous devons nous assurer que l'interruption progressive de ces aides ne soit pas trop brusque ou trop sévère, ce qui risquerait de pousser inutilement des entreprises vers l'insolvabilité.

## Craignez-vous une bulle financière?

Je ne pense pas que les ingrédients soient réunis en Europe – je ne parle pas de ce qui se passe ailleurs. Pour avoir une vraie bulle, il faudrait que la mesure du risque soit ignorée, comme c'était le cas avant 2008. On ne voit pas cette forme de prise de risque aujourd'hui. Les investisseurs européens sont relativement prudents. Par ailleurs, la valeur de différents actifs financiers a augmenté, mais c'est une réponse rationnelle à un monde de taux d'intérêt bas. Enfin, une bulle est généralement amplifiée par un niveau élevé de dettes. Et nous n'observons pas, dans l'ensemble, à l'échelle européenne, une spéculation financée par de la dette.

## En Europe, les taux augmentent progressivement depuis décembre 2020. La BCE ne devrait-elle pas intervenir plus vigoureusement ?

C'est vrai, les taux à dix ans ont augmenté, mais il faut noter que l'ensemble des taux demeurent relativement bas et bien ancrés. Cela apporte beaucoup de stabilité. Tous les segments de la courbe des taux sont importants : beaucoup d'entreprises empruntent à un, trois ou cinq ans. Nous nous sommes engagés à maintenir des conditions de financement favorables. En mars, nous avions conclu que nous devions augmenter significativement les achats d'actifs réalisés à travers notre programme d'urgence face à la pandémie [« Pandemic Emergency Purchase Programme », PEPP]. Ce niveau d'achats, plus élevé, va continuer dans les semaines qui viennent. Nous ferons le point lors de notre réunion de juin, lorsque nous étudierons les conditions financières et les projections d'inflation. Nous pouvons augmenter ou réduire nos achats d'actifs en fonction des besoins, afin de maintenir des conditions financières favorables.